Comment Washington et Bruxelles enfoncent la grande Europe dans la crise et la guerre

écrit par Christine Tasin | 27 mars 2017

A ne pas manquer, une interview ESSENTIELLE à lire, relire, faire connaître…

Nous reviendrons au cours des jours à venir dans des articles particuliers sur quelques-uns des points abordés par Jean-Loup Izambert :

- la création de l'UE sous l'égide du grand imposteur, taupe des Etats-Unis, Jean Monnet, via le compte-rendu d'un superbe livre qui vient de sortir.
- la terrible responsabilité de Fillon, Macron, El Khomry, Valls et Hollande dans la situation catastrophique de la France
- la construction possible de la véritable Europe, l'Europe des nations, qui n'a rien à voir avec l'Europe de Maastricht et qui fait si peur à nos « élites » politiques, médiatiques et immigrationnistes.
- le vrai Mélenchon, candidat de cette Europe de Maastricht
- le scandale des multinationales riches à milliards qui ont reçu tant de cadeaux qu'elles ne payent quasiment pas d'impôts quand nos petits patrons, artisans et professions libérales sont exsangues.

Nous avons déjà interrogé le journaliste indépendant Jean-Loup Izambert, auteur de plusieurs livres signalant la connivence entre les terroristes islamistes et nombre de gouvernements occidentaux. Après la victoire du nouveau président américain, il nous propose son dernier ouvrage. D'où ce nouvel entretien, très long, avec un homme passionnant, qui nous propose une vision du monde qui fera débat…

Les Etats-Unis sont des fouteurs de guerre dans le monde et même « le pays de la guerre »

Riposte Laïque : Vous venez de publier un nouveau livre, intitulé « Trump face à l'Europe ». Et le moins que l'on puisse dire est que vous n'y allez pas avec le dos de la cuillère, dans votre charge contre les Etats-Unis. Ainsi, dans le chapitre 2, vous appelez les USA « Le pays de la guerre » et expliquez que depuis le 4 juillet 1776, ce pays a été en guerre 222 ans sur les 239 de son existence, soit 93 % de son temps…

Jean-Loup Izambert : Oui, mon argumentation peut paraître une charge contre les Etats-Unis mais je ne fais que décrire une réalité dont les médias officiels ne traitent pas. Depuis leur fondation en 1776, les gouvernements étasuniens n'ont cessé de faire la guerre aux peuples pour piller leurs richesses et imposer leur hégémonie sur tous les continents. Enfantés dans le massacre de la civilisation indienne, les Etats-Unis sont le seul pays au monde dont l'histoire est marquée par des guerres incessantes, toutes plus terribles les unes que les autres. Sous des prétextes divers – « défense du monde libre », « droits de l'homme », « favoriser la démocratie », etc. –, de destructions de pays en coups d'Etat les Etats-Unis sont devenus un « Etat-voyou » ainsi que l'ont eux-mêmes qualifié de hauts responsables étasuniens.

Ils ont utilisé l'arme nucléaire contre la Japon alors que ce pays allait abdiquer à la fin de la Seconde Guerre mondiale, l'arme chimique de manière massive contre le Vietnam de 1961 à 1971 avec des conséquences horribles qui se manifestent toujours aujourd'hui, des armes à uranium appauvri contre l'Irak, contre la Fédération de Yougoslavie puis contre la Libye, des armes biologiques contre les Indiens d'Amérique latine et contre Cuba, la subversion contre les pays d'Amérique latine mais aussi contre la Yougoslavie, la Libye, la Syrie et l'Ukraine, décidé unilatéralement de blocus et de sanctions contre les pays dont les régimes ne leur conviennent pas, etc. Alors oui, les Etats-Unis sont des fouteurs de guerre dans le monde et même « le pays de la guerre ». Comme je l'explique dans un chapitre ces guerres sont préparées à l'avance et visent à placer les pays qui ont des richesses (pétrole, gaz, minerais précieux, agro-alimentaire, etc.) sous leur contrôle par dirigeants fantoches interposés. Mais cela vaut également contre l'Europe ainsi que le montrent, malheureusement, les cas du Kosovo ou de l'Ukraine.

Nommer les habitants des Etats-Unis comme des « Américains » est une erreur

Riposte Laïque : Donc, vous contestez la version souvent entendue des Américains qui nous auraient sauvés du nazisme, et qui auraient constitué le rempart indispensable au monde libre pour le préserver du communisme ?

Jean-Loup Izambert : Absolument ! D'abord, je pense qu'il faut rétablir la vérité sur ce que l'on appelle les « Américains ». Nommer les habitants des Etats-Unis comme des « Américains » est une erreur. Cette appellation erronée vient du fait que dès la fondation des Etats-Unis, leurs dirigeants se sont considérés avec une incroyable prétention comme les représentants de l'ensemble de l'Amérique. Par le langage, ils ont tenté dès leur origine, pour des raisons essentiellement politiques et économiques, de se donner une dimension impériale. Ce n'est pas par hasard que nous assistons depuis les années quatre-vingt dix à une tentative d'imposer l'anglais dans les textes juridiques, économiques, commerciaux, culturels pour contraindre les gens à parler leur langue.

J'invite sur ce point les lecteurs à prendre connaissance du remarquable combat mené par Albert Salon – fondateur et président du Forum francophone international-France (FFI-France) et président de la commission Langue française et francophonie du Forum pour la France – avec l'association Défense de la langue française. Au même titre que les Canadiens ou les Mexicains, les habitants des Etats-Unis habitent le continent Américain mais sont des Etatsuniens. **Ensuite, contrairement à une fausse idée véhiculée par des politiciens, des « experts » de toutes sortes et journalistes ignorants des principes du socialisme, il n'y a jamais eu encore de pays communiste, ni même socialiste.**

L'Union soviétique de l'époque et les pays dits « socialistes » tentaient de construire une nouvelle société plus démocratique mais n'avaient, pour la plupart, que peu d'expérience, voire aucune, de la démocratie. Or, aucune société socialiste ne peut voir le jour sans la conscience civique et la mobilisation majoritaire du peuple pour mettre en oeuvre les moyens de son émancipation. Différents facteurs, dont les guerres impérialistes, le faible niveau d'industrialisation et d'instruction, la bureaucratie et le centralisme hérités de leurs anciens régimes, ont entravé l'édification de sociétés socialistes. Toutefois, ces peuples, à l'origine ruraux, dominés par une religion et des régimes autocrates, sont quasiment passés du Moyen Age à une tentative de démocratie moderne en quelques décennies. Quels que soient les reproches que l'on puisse formuler, ils ont, dans des

conditions extrêmement difficiles, assuré leur indépendance et développé le sens civique pour l'intérêt général. Ces pays ont réussi de grandes avancées en une très courte période historique : droits des femmes et des enfants, médecine, enseignement et formation gratuits, accès au logement pour tous, pas ou très peu de chômage, développement des sciences et des techniques, accès à la culture, etc.

La question reste que la démocratie économique et politique n'a pas accompagné qualitativement ce développement économique, social et culturel très rapide. Mais, même avec ce « manque démocratique », l'Union soviétique a mobilisé des dizaines de millions de soldats et de Partisans dont plus de 25 millions sont morts pour libérer, non seulement leur pays mais le continent européen du nazisme. Ainsi que je le rappelle, puisque ces faits sont absents des livres d'histoire et de la mémoire des politiciens français, des firmes comme Ford, General Motors, Texaco, Exxon, ITT, IBM et d'autres grandes sociétés financières et industrielles du « monde libre » comme Coca Allemagne ont participé à l'effort de guerre nazi. Et si les Etats-Unis sont entrés en guerre ce ne fut pas au moment où l'Europe était envahie par l'armée allemande mais quand ils furent eux-mêmes frappés par les Japonais en décembre 1941. Par ailleurs, cette entrée en guerre des USA n'empêcha nullement les multinationales étasuniennes de continuer de commercer avec le régime nazi en contournant la loi interdisant le commerce avec l'ennemi. Lorsque les soldats étasuniens ont débarqué en Normandie, ils ont été surpris de voir que les camions abandonnés par les soldats allemands avaient les mêmes moteurs que les leurs.

Les dirigeants étasuniens ont peur que l'Europe entière se retrouve de Vladivostok à Lisbonne

Riposte laïque : Vous expliquez que des « assassins financiers » préparent à la fois ces guerres et des programmes de reconstruction pour réparer les dégâts qui résultent des interventions militaires américaines. Mais pour la plupart des gens les Etats-Unis ne sont pas en guerre contre l'Europe ?

Jean-Loup Izambert : Oui, car d'une part les médias officiels ne traitent pas de certaines informations importantes et d'autre part la guerre des Etats-Unis contre l'Europe est une « guerre sourde », qui se met en place dans le temps, étape par étape. Les dirigeants de Washington n'ont pas les moyens et ne peuvent pas se permettre d'ouvrir une guerre ouverte contre la Fédération de Russie et ses alliés. Ils tentent donc, comme ils le firent en 1918, une seconde grande conspiration qui consiste à contenir, entraver et saboter le développement de toutes les

organisations plurinationales qui leur échappent comme l'Union économique eurasiatique (UEEA), l'Organisations de Coopération de Shanghai (OCS) ou le groupe des BRICS.

Les dirigeants étasuniens ont par-dessus tout peur que l'Europe entière se retrouve de Vladivostok à Lisbonne constituant ainsi la première puissance mondiale. Comme je l'explique, deux conceptions s'opposent aujourd'hui dans le monde : d'une part, les dirigeants qui agissent pour préserver la paix et favoriser le développement économique et social, d'autre part ceux qui laissent courir la crise et recourent à la guerre pour préserver les intérêts d'une caste de grands propriétaires privés de l'économie. **C'est la raison pour laquelle les dirigeants de Washington ont, dès la fin de la Seconde Guerre mondiale, mis en place des organisations dont le but était d'enfermer l'Europe occidentale dans ce qu'ils appelaient à l'époque « les Etats-Unis d'Europe ».**

Celle-ci, qui a pris la forme de l'Union « européenne » de Maastricht, est aujourd'hui en voie d'implosion. Il ne peut en être autrement puisqu'il s'agit d'une organisation artificielle, montée de toutes pièces pour enchaîner les peuples du versant occidental de l'Europe dans un carcan politique, administratif, économique et financier. Ce n'est pas pour rien que la Banque Centrale Européenne échappe à tout contrôle des peuples et que cette structure est dirigée par des commissions de fonctionnaires non élus et irrévocables. Quant au Parlement dit « européen » il n'a été organisé, l'expérience le montre, que pour donner un aspect démocratique de façade, purement formel, au fonctionnement de cet Etat supranational. Les dirigeants de Washington dont le pays est en ruines et surendetté procèdent donc par diverses opérations qui toutes visent à entretenir la division de la grande Europe afin d'entraver et retarder l'inévitable construction de l'Europe des peuples.

Les attaques des Etats-Unis contre l'Europe sont multiples

Riposte laïque : Vous développez cet aspect des attaques des Etats-Unis contre l'Europe mais pouvez-nous dire rapidement quelles sont-elles ?

Jean-Loup Izambert : Les attaques des Etats-Unis contre l'Europe sont multiples, diverses et s'étalent dans le temps avec le même objectif que je viens d'évoquer. Elles sont politiques, économiques, financières, militaires, toutes soutenues par une importante propagande médiatique. Sans remonter à l'année 1918, plus près de nous il y eut d'abord la destruction de la République fédérative socialiste de

Yougoslavie (commencée au tout début des années 90) en une multitude d'Etats dont l'un d'entre eux, le Kosovo, est devenu l'une des principales places de réseaux criminels et terroristes musulmans en Europe. Vous avez ensuite de nombreuses actions d'espionnage systématique de dirigeants d'Europe occidentale mais aussi, ce dont l'on parle beaucoup moins, de nos entreprises, de centres de recherches et des citoyens de manière massive.

Vous avez eu le coup d'Etat en Ukraine (en février 2014) préparé par les services étasuniens avec pour relais principal l'ambassade US à Kiev. Dans ce cas, l'objectif était d'installer un régime pro-étasunien permettant à la fois de mener des actions contre la Fédération de Russie, de diviser les dirigeants de l'Europe occidentale et d'implanter des bases militaires au caractère offensif évident. Puis, pratiquement dans le même temps, Washington a décidé unilatéralement de sanctions économiques, financières et politiques contre la Fédération de Russie, des entreprises et des citoyens au prétexte que les Criméens ont choisi par référendum, en mars 2014, de regagner leur terre historique.

Vous remarquerez à ce sujet que la plupart des journalistes français parlent d' « annexion de la Crimée par la Russie» alors que ce sont les Criméens qui se sont librement prononcé à plus de 96% pour leur rattachement à la Fédération de Russie. Et vous assistez aujourd'hui au déploiement important de nouvelles forces de l'OTAN dans presque tous les pays qui ont frontière commune avec la Fédération de Russie. Il faut savoir que ce déploiement militaire s'accompagne de provocations par l'espionnage et des violations des espaces aérien et maritime de la Fédération de Russie.

Trois événements se sont déroulés dans la même période, des années 2012 à aujourd'hui. Tous trois, opérés en cinq petites années, s'imbriquent et **participent du même objectif qui vise à affaiblir la France et entretenir en Europe une division favorable aux intérêts de Washington** : le traité de libre échange transatlantique (TAFTA ou TTIP), la déportation de millions de personnes sur l'Europe occidentale et le passage en force en recourant à l'article 49-3 par le gouvernement Valls de la loi dite « loi travail » **dont les concepteurs sont les ministres Valls-El-Khomri et Macron.** Je rappelle pour les Français qui vont applaudir cet ex-Rothschild dans ses prestations médiatiques que le candidat Macron est, comme conseiller de François Hollande pour les affaires économiques depuis 2012 puis comme ministre de l'Economie, l'un des principaux

responsables de la situation catastrophique du pays.

La loi Valls-El Khomri-Macron est une gigantesque agression contre le modèle social français

Riposte laïque : Quelle relation entre ces trois faits ?

Jean-Loup Izambert : Sans développer comme je le fais dans *Trump face à l'Europe,* je dirai que le TTIP vise à placer nos entreprises sous législation étasunienne – c'est écrit noir sur blanc dans le projet de ce traité – et l'importation de populations sous-développées et sous qualifiées destinée à briser le tissu économique et social français. Ce « stock de migrants » a permis de créer un réservoir de main d'œuvre corvéable à merci pour les entreprises.

Quant à la loi Valls-El-Khomri-Macron, elle vient en appui des deux autres opérations. **C'est la plus grande attaque contre le contrat social français depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale.** Son objectif est de déréglementer le droit du travail afin de favoriser l'intégration et l'exploitation de cette même main d'œuvre au détriment des travailleurs français et, plus généralement, européens. **Sauf à ce que la candidate du Front national soit élue lors des élections présidentielles d'avril-mai 2017, il s'en suivra inévitablement une aggravation du chômage, de la précarité et de la misère.**

C'est pourquoi je rappelle que les trois millions de personnes supplémentaires dont la Commission européenne prévoit l'arrivée pour la période 2015-2017 arrivent dans une Union « européenne » qui compte déjà près de 22 millions de chômeurs – chiffre officiel sous-évalué puisque plusieurs catégories de demandeurs d'emploi ne sont pas comptées –, près de 36 millions qui vivent dans des logements surpeuplés et 123 millions de citoyens pauvres ou en exclusion sociale, migrants non compris.

Derrière l'association de Soros, toute une chaîne a été organisée pour installer ces migrants en Europe occidentale

Riposte Laïque : Vous pointez du doigt également le rôle des Etats-Unis dans le terrorisme islamique, et accusez ce pays d'orchestrer l'invasion de l'Europe par ce que les médias de propagande appellent les migrants. Vous citez notamment le milliardaire Soros…

Jean-Loup Izambert : L**es dirigeants de Washington n'ont eu de cesse de recourir au**

terrorisme islamique depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale en s'appuyant sur les forces les plus rétrogrades des pays arabes, principalement l'organisation des Frères musulmans qui, comme je le rappelle dans mon enquête, collabora avec les nazis lors de la Seconde Guerre mondiale. On imagine facilement qu'ils n'aient pas eu de grandes difficultés quand on voit l'état de ces pays dirigés par des clans de profiteurs vautrés dans la richesse et des dictateurs. Plusieurs des meneurs de ces groupes ont été formés dans des camps militaires avec des instructeurs de la CIA ou de l'armée US, y compris aux Etats-Unis, mais également en France pour certains d'entre eux, sur ordre de François Mitterrand, dès la première guerre contre l'Afghanistan.

Les nouvelles routes de l'exode vers l'Europe transitent par deux points de passages principaux que sont la Libye et le Kosovo. Ces deux corridors de transit ont été ouverts en deux temps. D'abord par l'administration Clinton avec le bombardement de la Yougoslavie qui commencera le 24 mars 1999 pour durer une centaine de jours, puis, en 2011, par l'administration Obama qui prépara le coup d'Etat contre le régime libyen et le renversement du gouvernement syrien. Ainsi, Washington brisa les frontières sud de l'Europe occidentale, à l'Est les Balkans, au centre les pays du Maghreb, principalement la Libye.

J'ai moi-même suivi l'une des voies de transit des « combattants » en herbe qui se rendent en Syrie depuis la Belgique, la France et l'Espagne par le Maroc. Ce travail d'enquête que je publierai en juin prochain dans le tome 2 de 56 sous-titré *Mensonges et crimes d'Etat* m'a permis de recueillir l'avis de plusieurs agents de différents services de renseignement. Vous avez pu voir que je rapporte une partie de ces informations sur la filière dite des Balkans. Par celle-ci transitent migrants et criminels depuis la Turquie jusqu'au Kosovo et delà vers différents pays d'Europe occidentale. Je rapporte plusieurs faits concernant le développement des flux migratoires et l'utilisation de ceux-ci par des éléments de groupes terroristes. Tout d'abord, il faut savoir que les dirigeants politiques et militaires français sont parfaitement informés par la Direction du Renseignement Militaire du déplacement de ces populations. L'affirmation de certains médias officiels selon laquelle cette crise migratoire serait « soudaine » est donc fausse.

Cela vous permet de juger comment les dirigeants français ont exploité la misère qu'ils ont eux-mêmes contribué à répandre dans ces pays. Ensuite, non seulement les milliardaires applaudissent à le venue de ces millions de migrants en Europe occidentale mais certains d'entre eux financent des organisations dont l'objectif

est de faciliter l'immigration. Je m'arrête sur cet aspect dans le chapitre *Favoriser une immigration massive*. Valentin Vasilescu, expert militaire et géopoliticien qui intervient sur les conflits régionaux, indique que l**e milliardaire George Soros « exhorte l'Union européenne à recevoir au moins un million de réfugiés par an, d'abroger la législation européenne pour l'obtention de l'asile et d'accorder à chaque réfugié 15 000 euros par an pendant les deux premières années passées en Europe. »**

De nombreuses associations qui interviennent pour favoriser et diriger ces déportations de populations sont elles-mêmes liées à d'autres qui reçoivent des fonds du gouvernement étasunien. De plus, la plupart d'entre elles sont également financées par des milliardaires. La Fondation Prometheus rapportait en octobre 2016 dans un article titré George Soros, le Brexit et les migrants, qu'« en collaboration avec le Migration Policy Institute, un think tank domicilié à Washington et financé par d'influentes fondations américaines, l'Open Society de Soros a notamment produit, le 16 décembre 2015, le rapport « Accueillir l'engagement. Comment le sponsoring privé peut renforcer l'installation des réfugiés dans l'Union Européenne ». Ce rapport proposait de mettre en place des sponsorings pour aider les migrants à venir s'installer dans leur pays de destination. »

Derrière l'association de Soros, toute une chaîne a été organisée pour installer ces migrants en Europe occidentale : la Central European University (CEU – Université d'Europe Centrale, créée en 1991 par Soros), qui aide par exemple Migration Aid, une ONG britannique d'aide matérielle sur le terrain, qui a, entre autres, mis au point Infoaid, une application mobile d'aide aux migrants, Solidarity Now, créée en Grèce par l'Open Society en 2013 et qui entend, notamment en finançant d'autres organisations, prendre un poids conséquent au sein de la « société civile » grecque. En parallèle, l'Open Society finance plus d'une vingtaine d'ONG de natures diverses, et qui œuvrent pour l'accueil des migrants : Refugee Aid Miksalište, Migrant's Help Association for Hungary (MigHelp), Menédek – Hungarian Association for Migrants, International Rescue Committee, PICUM (Plateforme pour la coopération internationale sur les sans-papiers), UNITED for Intercultural Action, Legis, Solidarity Now, etc.

Ces associations ont été créées pour favoriser le transit des migrants et leur installation en zone Europe occidentale. Il s'agit donc bien d'opérations de déportation de populations montée de toutes pièces destinées à affaiblir et déstabiliser l'Europe en son sein comme dans ses relations internationales. Elle a

bien sûr des responsables en France qui ont contribué à préparer le terrain à ces vagues migratoires massives: Nicolas Sarkozy et son Premier ministre François Fillon avec le ministre des Affaires étrangères Alain Juppé qui ont participé au renversement du gouvernement libyen. Ils ont ainsi permis aux Etats-Unis d'ouvrir le corridor Méditerranée. Puis, François Hollande, son Premier ministre Jean-Marc Ayrault avec le ministre des Affaires étrangères Laurent Fabius et Emmanuel Macron – d'abord comme Secrétaire général adjoint de la présidence de la République puis comme ministre de l'Economie de 2014 à 2016 et co-auteur de la « loi travail » – qui, en soutenant politiquement, financièrement et militairement des groupes terroristes pour tenter de renverser le gouvernement syrien ont laissé les Etats-Unis mettre en place la filière dite des Balkans dont la porte sur l'Europe occidentale est le Kosovo.

Si Donald Trump veut vraiment mettre fin aux ingérences répétées des Etats-Unis dans les affaires intérieures d'autres pays…

Riposte Laïque : Pourtant, et c'est une des nombreuses curiosités de votre livre, vous ne paraissez pas vouloir prendre en compte le séisme que représente, pour les mondialistes, la victoire de Donald Trump, et la défaite d'Hillary Clinton. Vous pensez vraiment que cela ne changera rien dans la stratégie américaine ?

Jean-Loup Izambert : L'élection de Trump n'est en rien un séisme pour les mondialistes. Tout au plus s'agit-il d'une approche différente au sein de la nomenklatura des cercles impérialistes de Washington pour maintenir leur système en faillite. Pour changer les choses, Donald Trump devrait s'attaquer aux spoliateurs de l'économie étasunienne que sont les dirigeants des sociétés transnationales, groupes de la finance en tête. Ceux-ci évacuent régulièrement une grande partie des bénéfices des entreprises vers des sociétés situées dans des places off-shore à l'opacité de gestion la plus totale.

Les faillites et escroqueries monumentales qui continuent de se succéder témoignent d'une grande corruption financière de l'économie jusqu'au cœur des plus grands groupes. Aussi, remettre l'économie au service des étasuniens demanderait des mesures fortes afin de stopper la spéculation à hauts risques avec des produits financiers toxiques et de réorienter les richesses issues de la production vers

l'intérêt général, c'est-à-dire vers l'emploi, la santé, l'éducation, les infrastructures, etc. Cela pose donc la question de la gestion démocratique de l'économie, à commencer par les groupes transnationaux qui sont entre les mains de clans de gros actionnaires privés.

L'enjeu est de taille puisque nombre de ces sociétés ont des bilans supérieurs à ceux de certains Etats. Lors du sommet des Nations unies de 2015 sur le financement du développement, la création d'un organisme fiscal intergouvernemental où chaque pays aurait sa place et son mot à dire pour **mettre en place des mesures afin de lutter contre l'évasion des capitaux, l'évitement fiscal et le blanchiment** fut l'un des principaux enjeux qui n'a toujours pas connu de suite. Cette idée a été fortement soutenue par les représentant des pays en développement mais fut bloquée par les pays développés, principalement par les Etats-Unis et les Etats membres de l'Union « européenne », tout particulièrement par la France et l'Angleterre. Rien n'indique dans le programme politique de Donald Trump que celui-ci envisage de prendre des mesures pour mettre la grande finance au pas, bien au contraire.

Par ailleurs, Trump doit composer avec les caractéristiques de l'appareil d'Etat étasunien qui est gangrené par des lobbies de toutes sortes – militaristes, financiers, économiques, religieux – qui influent continuellement sur le vote des lois. De plus, son électorat est composé à la fois d'une minorité de milliardaires très influents qui figurent au nombre des principaux fauteurs de crise et de guerre et d'une majorité de gens qui veulent sortir de l'une comme de l'autre. Il est donc, pour le moins, en équilibre instable. Enfin, comme je le souligne dans le dernier chapitre de mon enquête, si Donald Trump veut vraiment mettre fin aux ingérences répétées des Etats-Unis dans les affaires intérieures d'autres pays, il doit prendre une mesure essentielle : faire cesser les collaborations entre les sociétés transnationales et certains services de l'Administration étasunienne – Département de la Défense, Département d'Etat, services de renseignement – qui agissent de concert pour saboter le travail d'organisations internationales, endetter des pays après les avoir détruit, armer des groupes terroristes aux fins de renverser les gouvernements qui s'opposent au pillage de leurs pays, ouvrir des conflits jusqu'au sein de l'Europe pour maintenir son flanc Ouest dans le giron de Washington.

Donald Trump aurait pu, dès son accession au pouvoir, envoyer des signaux forts en ce sens pour marquer sa volonté de mettre en œuvre une nouvelle orientation politique. Il n'en n'a rien fait. Bien au contraire, les ingérences des Etats-Unis

continuent et Washington poursuit sa politique belliciste en déployant de manière massive de nouvelles troupes de l'OTAN, y compris des armes offensives, aux frontières de la Fédération de Russie. C'est un jeu très dangereux dans lequel les dirigeants russes peuvent à un moment décider de rompre leur « patience stratégique » ainsi qu'en a averti Sergueï Lavrov, le ministre russe des Affaires étrangères.

L'Europe comprend dans son espace naturel une cinquantaine de pays dont la Fédération de Russie

Riposte Laïque : Vous évoquez longuement, au début de votre ouvrage, les deux conceptions du monde qui se font face actuellement. Et vous pensez que les Etats-Unis et l'Europe n'ont plus les moyens d'imposer leur vision, qui a longtemps été hégémonique…

Jean-Loup Izambert : Quelle Europe justement ? Car là est la question. L'Europe n'est pas seulement la petite Union « européenne » de Bruxelles comme le rabâchent les politiciens et les médias officiels. L'Europe comprend dans son espace naturel une cinquantaine de pays dont la Fédération de Russie. **L'Europe de Maastricht n'est qu'une construction artificielle, prévue depuis les années 50 par les Etats-Unis pour empêcher la construction européenne de Vladivostok à Lisbonne dont ils ne veulent à aucun prix. C**'est la raison pour laquelle, ils ont prévu au lendemain de la Seconde Guerre mondiale d'organiser le versant Ouest de l'Europe sous la forme d'un Etat supranational avec une monnaie unique dirigé par une Commission de hauts fonctionnaires non élus et irrévocables, structure plus facile à contrôler qu'une assemblée de nations préservant leur indépendance et leur identité. Et c'est justement l'Europe des nations qui se construit sur l'Eurasie.

Cette Europe là n'est en guerre avec personne et développe de grands chantiers de coopérations économiques et sociaux mutuellement avantageux pour les partenaires lorsqu'il s'agit de projets impliquant plusieurs pays. D'un côté, nous assistons au dépérissement de l'Europe de Washington avec son engagement dans plusieurs conflits, à l'aggravation de la crise et à l'appauvrissement de ses populations. De l'autre, l'Europe de la paix se construit avec des nations indépendantes coopérant entre elles par des structures souples pour améliorer la situation de ses territoires et de ses habitants.

La question de l'hégémonie ne se pose pas puisque chaque nation représentée au sein

de l'OCS ou de l'UEEA l'est par des membres élus de chacun de ses Etats membres, responsables de leurs propositions et décisions devant leurs parlements respectifs et librement associés à l'Union sur la base de ses objectifs clairement définis. Malgré les pressions des Etats-Unis pour empêcher la nouvelle Europe de se construire, une quarantaine de pays ont manifesté leur désir de coopérer avec elle, y compris des pays situés en dehors de son environnement immédiat en raison de son dynamisme.

Mélenchon, derrière ses beaux discours, est un atlantiste comme les autres

Riposte Laïque : Vous pointez du doigt la soumission criminelle, et suicidaire, de la France à la politique américaine, sous le gouvernement Obama. Pensez-vous qu'une victoire de Marine Le Pen, jugée peu probable, mais qui paraît affoler les dirigeants du monde, serait un énorme bouleversement des grands équilibres du monde ?

Jean-Loup Izambert : Le spectacle lamentable que produisent les candidats atlantistes, de François Fillon à Jean-Luc Mélenchon…

Riposte Laïque : Jean-Luc Mélenchon y compris ?

Jean-Loup Izambert : Bien entendu. Je vous rappelle que derrière ses beaux discours, **Jean-Luc Mélenchon a appelé à voter « oui » à l'Europe de Maastricht lors du référendum de 1992.** Son appel à « désobéir aux traités européens » répond, je pense, à l'attente d'une majorité de Français mais n'offre aucune perspective claire et sérieuse pour une autre construction européenne. D**e même, le 10 mars 2011, Mélenchon a voté au Parlement « européen » avec la droite, ses amis socialistes et les verts la résolution (RC-B7-0169/2011) organisant l'isolement et préparant le renversement du gouvernement libyen.** Mélenchon n'est donc en rien un révolutionnaire. Il a plutôt des allures de pom-pom girl du parti socialo dont le seul objectif est de capter les voix des communistes et des progressistes pour les rabattre ensuite dans la gibecière de l'un des candidats atlantistes. L'orateur est talentueux mais l'expérience montre qu'il faut plus juger les dirigeants sur leurs actes que sur leurs discours et leurs promesses.

Il me semble que la tonalité de la campagne du Front national est en-dessous des possibilités ambiantes

Riposte laïque : Vous évoquiez le spectacle de la campagne des élections présidentielles…

Jean-Loup Izambert : Oui, tous ces candidats – je parle des principaux mis en avant par les médias officiels pour canaliser le vote des citoyens – sont des imposteurs, de François Fillon à Emmanuel Macron en passant par Benoit Hamon. Tous, exception faite de la candidate du Front national, ont été au pouvoir après avoir chanté les mêmes promesses en 2007 puis en 2012. Outre les guerres et leurs conséquences, je ne rappellerai que quelques grandes lignes du bilan catastrophique des années Sarkozy et de son Premier ministre François Fillon : la dette publique de l'Etat a augmenté de près de 625 milliards d'euros, passant de 930 milliards – en réalité 1209,5 milliards avec la dette des organismes divers des administrations centrales, les administrations locales et la Sécurité sociale – en 2007 à 1833,8 milliards à la fin 2012, le chômage, la précarité et la misère ont explosé.

Dans le même temps, l'Etat a sorti de ses caisses des dizaines de milliards d'euros au profit des entreprises transnationales privées. Premier pourvoyeur d'aides aux entreprises avec « au moins 6000 dispositifs d'aides publiques aux entreprises », l'effort financier de la nation au profit des entreprises était alors « évalué à près de 65 milliards d'euros soit 4% du Produit Intérieur Brut » indiquait un rapport réalisé en 2006 et publié au début de l'année suivante par les inspections générales des Finances, des Affaires sociales et de l'Administration. Le pouvoir politique a accordé à ces grands patrons 6,5 milliards d'euros d'aides aux investisseurs et 25 milliards d'euros au titre d'une ribambelle de prêts bonifiés et de la baisse du coût du travail, etc. L'Etat ne budgétisait alors que 6 milliards d'euros pour le logement et 5 milliards pour la justice ! **Les mêmes dirigeants des sociétés transnationales, qui ne créent pas d'emplois en France, n'ont cessé de bénéficier, de gouvernement Fillon en gouvernement Ayrault, au titre de la lutte contre le chômage, d'exonérations de charges fiscales colossales: de 3,4 milliards d'euros en 1993 sous le gouvernement Balladur, les exonérations patronales sont passées à 24 milliards d'euros inscrits au budget 2006, ont atteint 27,6 milliards en 2013 puis plus de 30 milliards d'euros en 2015.**

Par ailleurs, en juillet 2011, le député Gilles Carrez (LR) indiquait lui-même, dans un rapport d'information présenté à l'Assemblée nationale, qu' « au titre de leurs exercices clos en 2007, 2008 et 2009, les 36 groupes du CAC 40 – hormis EDF, GDF, Renault et France Télécom dans lesquels l'État est actionnaire -, normalement imposés à 33,3 %, ont acquitté en moyenne en impôt (avant remboursement du crédit impôt recherche) 0,4 % de leurs 500 milliards d'euros de chiffre d'affaires réalisés

en France ! Et une fois le crédit d'impôt recherche liquidé, parmi les 120 bilans (40 sur ces trois années), 52 affichent un impôt nul ou négatif. » ! Telle a été la politique de François Fillon qui a laissé les mains libres à la grande finance et aux grands patrons du CAC40 ans que ceux-ci ne rendent de compte sur l'utilisation de ces milliards d'euros de fonds publics ! Il semble qu'il faille rappeler, puisque pratiquement personne ne le dit, que **cette politique fut poursuivie par les dirigeants « socialistes » sur le conseil d'Emmanuel Macron.**

A peine sorti de la Banque Rothschild, celui qui se présente comme un « candidat anti-système » fut introduit à l'Elysée pour devenir le conseiller économique de François Hollande. Il est à ce titre, bien avant de devenir ministre de l'Economie, l'un des principaux responsables de l'aggravation de la situation économique et financière du pays. Vous remarquerez que ces chiffres comme la question de la finance et de la gestion démocratique des entreprises où les Français passent quand même l'essentiel de leur temps pour ceux qui ne sont pas au chômage, sont complément absents du débat de la campagne électorale. **L'élection de Marine Le Pen permettrait de réorienter la politique intérieure et extérieure de la France, même si j'estime que par certains aspects le programme du Front national ne va pas assez loin, tout particulièrement en matière économique.**

Trois points essentiels sont à l'ordre du jour de cette élection : **quitter l'Union « européenne » et mettre en chantier l'Europe des peuples, quitter l'OTAN, bloc militaire de Washington, et donner à la nation la maîtrise des grands moyens de financement, de production et d'échange.** Si les propositions de Marine Le Pen relatives à la banque et à la grande finance sont intéressantes, elles demeurent, de mon point de vue, en retrait des exigences. Vous ne pouvez assurer la stabilité monétaire et la stabilité financière d'un pays, quel qu'il soit, si vous ne contrôlez pas les mouvements de capitaux et si vous laissez ceux-ci entre les mains des « intégristes du marché ».

Comme le dit fort bien Jean-François Gayraud, haut fonctionnaire de la police nationale, dans son ouvrage passionnant sur Le nouveau capitalisme criminel, « il s'agit d'un « capitalisme de connivence », aux pratiques quasi mafieuses, régi par une super classe qui s'accommode parfaitement d'une « démocratie de basse intensité » : votez pour qui vous voudrez, cela est indifférent, puisque au final c'est le marché et non le parlement qui décide. » **Aussi, sortir la Banque de France de la Banque Centrale Européenne est une priorité urgente.** C'est pourquoi, je pense

que les propositions devraient également être plus fortes sur la question européenne afin de donner une perspective plus claire, **une lisibilité meilleure de ce que pourrait être l'Europe des nations** d'autant que celle-ci s'ébauche déjà avec l'Union économique eurasiatique. Nous avons un exemple vivant à portée de main pourquoi ne pas nous y intéresser ? De même, certaines mesures urgentes importantes sont absentes : l'interdiction des licenciements dans les entreprises qui réalisent des profits, la promotion de la gestion démocratique de l'économie qui est une donnée incontournable surtout si l'on affirme vouloir promouvoir un « patriotisme économique » ou le soutien de la France à la proposition des Nations unies de créer un organisme fiscal intergouvernemental pour lutter contre les manœuvres financières qui privent l'Etat de ressources financières.

Par ailleurs, pour avoir exercé dans le secteur de la communication politique, il me semble que la tonalité de la campagne du Front national est en-dessous des possibilités ambiantes dans la mesure où **François Fillon, Emmanuel Macron et Benoit Hamon sont tous trois les candidats de la crise et de la guerre ainsi qu'en témoignent leur présence et leurs décisions politiques dans les gouvernements auxquels ils ont appartenu**. Ce qu'ils promettent aujourd'hui dans de belles paroles comme s'ils n'avaient pas de passé ne peut faire oublier ce qu'ils ont fait hier qui a conduit au désastre présent.

Riposte Laïque : Et ce livre, on se le procure comment, Jean-Loup ?

Jean-Loup Izambert : Je vous remercie de poser cette question car comme vous devez vous en douter à la lecture de celui-ci, les médias officiels risquent une nouvelle fois de se détourner des faits que je rapporte dans mon travail d'enquête. On peut trouver le livre en format papier et en format numérique sur des sites de vente par correspondance comme http://www.amazon.fr, sur le site de l'éditeur (http://www.is-edition.com), dans les grandes surfaces et dans toutes les bonnes librairies puisqu'il est diffusé par Hachette.

Propos recueillis par Pierre Cassen

http://ripostelaique.com/comment-washington-et-bruxelles-enfoncent-la-grande-europe-dans-la-crise-et-la-guerre.html